

FEMMES, SEXE, GENRE

Quelle approche géographique ?

[Guy Di Méo](#)

Érès | « [Espaces et sociétés](#) »

2012/2 n° 150 | pages 149 à 163

ISSN 0014-0481

ISBN 9782749233734

DOI 10.3917/esp.150.0149

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2012-2-page-149.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Érès.

© Érès. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Femmes, sexe, genre. Quelle approche géographique ?

Guy Di Méo

Cet article s'intéresse aux façons dont les femmes vivent les espaces de la ville. Il s'attache à leurs pratiques quotidiennes, aux représentations qu'elles s'en font, notamment au fait qu'elles redoutent et évitent certains lieux, alors que d'autres les attirent.

Une raison majeure m'a incité à entreprendre cette recherche. C'est que les femmes, de par l'extension de leurs fonctions sociales (toujours chargées du plus gros des tâches domestiques, mais présentes aussi, de plus en plus, sur le marché du travail rémunéré), sont amenées à fréquenter des espaces urbains très diversifiés. Or, leurs déplacements ne s'accomplissent pas dans une totale sérénité. Elles ne cheminent pas partout en totale liberté de corps et d'esprit. Il y a des lieux de mauvaise réputation (violence, dépravation, *etc.*) qu'elles ressentent comme dangereux pour leur sécurité, qu'elles craignent, où elles évitent d'aller. Il existe aussi des espaces où l'idée même de se rendre ne leur viendrait pas ; lieux situés en dehors de leur univers mental, comme de leur

*Guy Di Méo, professeur à l'Université de Bordeaux 3 et chercheur à l'UMR 5185 ADES CNRS
g.dimeo@ades.cnrs.fr*

habitus social (Bourdieu, 1980). Précisons que les femmes ne sont pas seules à connaître ces sortes d'interdits spatiaux. Je fais pourtant l'hypothèse que ces interdits varient d'un sexe à l'autre, ou plutôt d'un versant (masculin ?) du genre à l'autre (féminin ?), en fonction de paramètres qui font intervenir les différences sexuées au même titre que d'autres distinctions sociales, culturelles, démographiques (âge), personnelles... En somme, on pourrait parler de « murs invisibles » (Di Méo, 2011) modelant et bridant les trajets des femmes, comme d'ailleurs de nombre d'hommes, hétérosexuels ou homosexuels, dans la ville. Ces frontières imposées et qu'elles s'imposent, cachent et ferment aux femmes une partie des espaces de la ville. Non seulement celles-là ne franchissent pas ces murs, mais elles ne voient pas et disent souvent ne pas souhaiter voir (« rien à voir », « pas intéressant ») ce que ces murs dissimulent. Pourquoi cette cécité ? Quel est son sens social ?

Étudier les manières dont les femmes vivent l'espace urbain nécessite de disposer d'un cadre théorique que je proposerai dans les deux premières parties de ce texte. Dans la troisième, je relierai ce corpus théorique à la question très géographique de la production des espaces sociaux de la ville par les femmes. J'utiliserai dans ce but les résultats de 57 entretiens avec des Bordelaises, portant sur leurs pratiques et leurs représentations de l'espace de la ville et réalisés par une enquêtrice que j'avais commanditée au cours de l'année 2007-2008. J'ai conçu cet échantillon, statistiquement non représentatif, comme un cliché fidèle de la population des femmes de Bordeaux. Cliché, au sens où le groupe retenu en constitue une sorte de modèle réduit, tant en ce qui concerne la composition en classes d'âges, que la distribution des femmes de cet échantillon par catégories socioprofessionnelles, styles de vie (vivant en couple, seules, avec ou sans enfant), appartenances nationales ou ethniques et lieux de domicile. Je dois préciser ici que j'entends par 'femme' des individus identifiés en fonction de leur appartenance apparente et socialement admise de sexe. J'inclus dans ma définition le fait qu'on les désigne d'ordinaire comme victimes de discriminations diverses (déficit de représentation politique, de citoyenneté, disparité de rémunération salariale et de statut social en regard du traitement des hommes) et subissant les effets d'une domination (surtout masculine) de genre ; souvent mêlée d'ailleurs à d'autres facteurs d'infériorisation d'ordres social, économique, démographique, ethnique... Soit une catégorie érigée en 'minorité', au sens politique et postmoderne du terme ; une catégorie confrontée aussi à diverses formes de violence : symbolique, sexuelle, physique... Bref, autant de raisons qui justifient la prise en compte des femmes dans une recherche de géographie sociale. Mon but n'est pas, bien entendu, de les réifier en tant que classe unifiée et naturalisée. Je souhaite, au contraire, m'atteler au décodage du vécu spatial d'une minorité politique, numériquement majoritaire, caractérisée par son incontestable identification sociale, mais finalement hétéroclite. J'observe qu'aucune des femmes de mon échantillon n'a mis

en doute, durant l'entretien, sa qualification de femmes ; se plaisant plutôt à la revendiquer. Dans ces conditions, comment le chercheur pourrait-il refuser de prendre en considération une réalité sociale aussi affirmée ?

SEXE, GENRE ET ESPACE SOCIAL

Si le genre parle prioritairement de la construction sociale des identités liées au sexe, dans un rapport d'inégalité et de domination, il imprègne aussi l'espace social de ses valeurs et de sa mythologie structurante. Ceci, au point qu'une véritable triangulation sexe – genre – espace peut être proposée en tant que prisme méthodologique d'une analyse spatiale.

Distinguer sexe (biologique ou social) et genre

Dans l'écrasante majorité des cas, la naissance confère un sexe anatomique précis à chaque être humain : mâle ou femelle. Pourtant, il arrive qu'une indétermination subsiste. Cette incertitude est en général levée par les effets du mimétisme et de la production (ou constitution) sociale obstinée de chaque homme comme de chaque femme. Mais pourquoi, à vrai dire, parler d'indétermination ? Tout simplement parce qu'entre sexe biologique et identification à un « sexe social », soit le sentiment d'être par exemple une femme, de se vivre comme telle, il n'existe pas de correspondance automatique. Le décalage peut aller du simple malaise existentiel jusqu'au refus catégorique de son sexe biologique ou, tout au moins, des pratiques sexuelles et des comportements assignés par cette réalité biologique au nom de la nature. C'est dans cette ambiguïté relative et dans le tissu des rapports sociaux induits par ces classes obligatoires de sexe que surgit la notion de genre. Pour Christine Guionnet et Erik Neveu (2005), « la notion (scientifique) de genre s'est (justement) constituée contre la réduction des différences homme/femme au sexe, entendues comme (seule) différence anatomique ou biologique ».

Cette différence sexuelle pourrait-elle d'ailleurs, à elle seule, expliquer la totalité des distinctions que nous mettons d'ordinaire au compte de ses effets ? Non. Une telle réalité biologique, que nous prendrions pour un donné indépassable, nous interdirait de penser le genre comme un processus. Or, le genre est bien un processus adaptatif traduisant le jeu permanent et complexe de rapports sociaux de sexe se déroulant dans des contextes culturels et historiques changeants, localisés et datés. Il convient donc de ne pas l'inscrire dans un couple d'opposition stable et asymétrique : celui du masculin et du féminin essentialisés. En effet, c'est l'asymétrie de ce rapport, naturalisée par l'idéologie patriarcale, qui fonde, historiquement, l'infériorisation et la domination des femmes. Elle installe le travail familial, dont elles se chargent toujours en grande part, dans la catégorie affective du don, de la sollicitude (*care*) et de la

gratuité. Ce qui a pour effet de légitimer leur exploitation économique, mais aussi de discréditer la valeur marchande de l'ensemble des tâches, rémunérées ou non, qu'elles accomplissent.

Genre et production de l'espace social

Ce couple d'opposition (masculin/féminin) n'est nullement anodin, car il fournit le schème structurel d'innombrables grilles d'interprétation du monde social et géographique. On le retrouve dans plusieurs binômes classiques auxquels le raisonnement géographique a recours. Ce sont le mou et le dur (les roches), l'humide et le sec (les milieux), le passif et l'actif (les acteurs), le bas et le haut (le relief et la topographie), l'intérieur et l'extérieur (la maison, le lieu, le territoire), le privé et le public (les espaces, les ressources et les biens)... C'est surtout d'ailleurs avec ces deux dernières oppositions que la taxinomie sexuelle binaire du féminin et du masculin imprègne de façon simpliste une lecture de l'espace social. Or, pour la géographie sociale, ce décryptage s'opère souvent à travers le prisme de l'identification des lieux (circonstanciels), des territorialités (individuelles ou personnelles) et des territoires (collectifs). Afin de procéder à ces identifications, je partirai d'une hypothèse se fondant sur cette partition, *a priori* sexuée, de l'espace géographique : celle de l'intérieur (plutôt féminin et celle de l'extérieur (plutôt masculin) ; même si je ne méconnais pas le caractère grossier de cette division. En effet, la représentation d'hommes libres, égaux et rationnels, évoluant en toute aisance dans l'espace public, s'opposant à celle de femmes soumises à l'économie sociale du don, confinées aux univers du privé et de l'intime ne tient guère la route. On peut désormais avancer que ces dualismes essentialistes de sexe ne font que matérialiser et que polariser des situations extrêmes. De même qu'entre l'espace privé et l'espace public les formes spatiales de transition (impasse, immeuble, jardin, terres du domaine agricole, rue, quartier vécu d'appartenance et lieux des réseaux familiaux et amicaux...) fournissent nombre de cas intermédiaires, la bipartition sexuelle des humains masque d'innombrables variantes et gradations. Les situations de genre entrent dans des combinaisons bien plus compliquées que ne le suggère la vieille figure du partage simple et exclusif entre le masculin et le féminin. Bref, la sexualité et, par extension, le genre comportent plus de plasticité et de souplesse que ne l'indique la *doxa*. Les différenciations de l'espace géographique qui leur sont associées connaissent la même diversité.

LES POSITIONS OU VARIANTES DE GENRE ET LEURS CONTEXTES

De fait, la différence sexuelle est un opérateur de classement. Un tel opérateur agit, c'est ma conviction, par effet de construction sociale autour d'une référence de sexe ou de préférence sexuelle. C'est, de la sorte, chaque

édifice identitaire personnel qui secrète une variante de genre particulière dans un contexte spécifique de rapports sociaux et spatiaux. Il convient dès lors de considérer chaque variante du genre comme une forme sociale adaptative, relativement labile, s'apparentant à des interprétations plus ou moins contraintes par l'ancrage dans telle ou telle préférence sexuelle. Ces formes restent libres, susceptibles d'improvisations, de créativité culturelle et sociale, géographique même, au gré de l'inspiration des acteurs et des actrices du quotidien. Cependant, la manière dont le langage a été colonisé par les rapports de genre dresse une limite à l'abolition de leurs dissymétries.

Pour une théorie tripartite du genre

Derrière la réalité relativement circonscrite du sexe biologique, le genre traite donc d'une diversité socioculturelle beaucoup plus grande, correspondant à des agencements très variés de rapports intersubjectifs. Judith Butler (1990), mais aussi Ann Oakley (1972) estiment à juste titre que l'on « doit admettre la variabilité du genre », lui-même « élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes ».

Parmi ces rapports sociaux que l'on relie au genre, ceux qui relèvent du politique et du pouvoir occupent une place de choix dans sa définition. De fait, le genre est « une façon première de signifier des rapports de pouvoir » ; celui, notamment, de la domination masculine sur les femmes. Le genre¹ est bien « un champ premier au sein duquel, ou par lequel le pouvoir est articulé » (Oakley, *op. cit.*).

La plupart des auteur(e)s admettent donc aujourd'hui que le genre résulte d'une construction socioculturelle complexe et non d'un processus naturel qui s'accomplirait quasi automatiquement à partir de la reconnaissance sexuelle. Des divergences théoriques subsistent néanmoins entre les tenants d'une conception essentialiste (Irigaray, 1984) ou substantialiste du genre et ceux qui partagent une vision constructiviste (Delphy, 2001) de sa production.

Au final, je retiens une théorie du genre lui attribuant trois significations entrelacées. *Primo*, parler de genres au pluriel, c'est faire référence à la

1. Certain(e)s auteur(e)s lui préfèrent le terme de « sexe social » qu'ils jugent plus explicite en langue française (Mathieu, 1991). Sauf que « genre » ouvre la possibilité d'une distanciation par rapport au sexe biologique, sans le réfuter totalement ; ce que l'expression « sexe social » n'autorise pas. En effet, même si je reconnais que le patriarcat a hypertrophié la fallacieuse évidence de la binarité naturelle du sexe, au point d'en faire, de façon abusive, un principe majeur de partition sociale, je n'adhère pas, pour autant, à la thèse de la fiction de tout sexe biologique. De mon point de vue, si un tel sexe biologique est largement réinterprété par les rapports sociaux de domination, on ne saurait pour autant l'effacer. L'idée de genre traduit bien ce décalage, alors que celle de « sexe social » nie le sexe biologique.

construction sociale et culturelle de catégories de sexe beaucoup plus diverses que ne le décrète l'hégémonie hétérosexuelle duale du masculin et du féminin. En revanche, utiliser le mot genre au singulier renvoie à deux autres processus sociaux bien différents. D'une part (*secundo*), cela revient à évoquer la double dissymétrie des rapports sociaux de sexe : celle qui installe la domination politique et l'exploitation économique des femmes par les hommes ; celle qui exclut les individus ne se pliant pas aux normes de l'hétérosexualité. D'autre part (*tertio*), cela consiste à tenir compte du décalage séparant l'idée d'un sexe biologique naturalisé du sentiment d'appartenance réelle à une catégorie de sexe ou d'orientation sexuelle plus complexe, mais aussi plus vécue, ne se réduisant pas forcément à l'une ou l'autre des alternatives simples que propose le dualisme hétérosexuel.

Cela veut dire que les femmes de mon échantillon sont socialement construites dans leur identité de femme. Cela signifie aussi que je les inscris, par hypothèse, dans un processus de domination, sans savoir quelle position elles occupent au juste sur cette échelle, entre les deux pôles opposés (masculin et féminin) du genre. Ce constat m'incite à supposer que nombre d'hommes occupent sur ce même continuum des positions tout aussi incertaines. Dès lors, mon choix de prendre des femmes pour objet d'étude ne relève pas de mon adhésion à un essentialisme de sexe. Il ne se justifie, comme je l'exprimais plus haut, qu'en regard de leur constitution en minorité politique, à la fois auto-identifiée et objectivement désignée. Ainsi, la pertinence d'une recherche sur les pratiques et les représentations des espaces des femmes se dévoile pleinement, pour elle-même et sans que l'exigence d'une comparaison avec le comportement des hommes s'impose. Mon objectif visera donc à révéler, dans le cadre théorique du genre que j'ai brossé, la nature des rapports aux espaces urbains (par hypothèse variés) de femmes très diverses, mais se désignant néanmoins comme telles et endossant, de ce fait, une condition minoritaire reconnue par les sciences sociales.

À ce point de ma réflexion, le recours à la théorie *queer* m'autoriserait aussi à chasser la tentation de comparer les femmes aux hommes. Ceci pour la simple raison que la *queerness* invite à déconstruire ce qu'il reste encore de lecture binaire, polarisée par le masculin et le féminin, dans notre représentation ordinaire du genre. Si les théoriciens de la *queerness* invitent le chercheur à mettre l'accent sur l'unicité humaine, ils (elles) affirment aussi que la « sexualité est désordre de la variété, de l'étrangeté » (Butler, 1990). À ce titre, les thèses *queer* engagent à identifier des groupes sexuellement originaux, mais en transcendant aussitôt tous les clivages de sexe essentialisés pour ne retenir que leur forme plus ou moins revendiquée : être simplement des femmes, par exemple, dans le cas de nos interlocutrices bordelaises.

Les pièges du langage

Personnellement, lorsque dans mes travaux sur le territoire je ne parlais que de l'Homme (Di Méo, 1998), au point de m'attirer les foudres de certaines de mes collègues féministes (Hancock, 2004), je confondais de fait l'humain avec le masculin. Je tombais ainsi dans le piège du langage. Même si, pour moi, le mot Homme symbolisait une sorte d'aptitude universelle à la raison, ne préjugeant en rien du sexe, féminin ou masculin, qualifiant la personne humaine.

Pour Luce Irigaray et tout un courant de la recherche féministe (Wittig, 1981), les femmes constituent un paradoxe, voire une contradiction : elles sont donc ce « sexe » qui n'en est pas « un », puisqu'il nécessite la référence masculine dès qu'on parle de lui et des femmes. Les femmes représentent donc « le sexe impensable » en tant que tel, parce que leur dimension d'Autre, par rapport au sujet central masculin, ne leur confère d'existence que par rapport à lui. Dans ces conditions, pour Luce Irigaray (*op. cit.*), le sexe féminin n'est que « point d'absence linguistique ». La femme ne parvient pas à imprimer la « marque d'un sujet » qu'elle doit encore conquérir. Pour tout un courant de la pensée féministe, cette personne universelle n'est donc qu'une construction masculine trompeuse, celle de la géographie en particulier, destinée à priver les femmes de toute légitimité de sujet social indépendant. Homme et masculin seraient ainsi associés à l'esprit, à la connaissance, et, d'une certaine façon, à l'ordre général des configurations géographiques.

Pour autant, les choses ne sont pas si simples. D'un côté, le territoire (politique) peut à juste titre apparaître comme la forme masculine du contrôle et du pouvoir coercitif (exercice de la violence légale) sur la société. D'un autre côté, dans le cadre, très commun en géographie, de la confrontation méthodologique des territoires et des réseaux, les seconds se définissent couramment comme les vecteurs de systèmes (masculins ?) de pouvoir. En revanche, les premiers, au travers des formes solidaires de la localité ou du quartier urbain par exemple, peuvent apparaître comme des schèmes plus représentatifs d'une certaine convivialité (*care*) féminine. En fait comme le pensent certaines féministes, la conceptualisation de l'espace la plus libératrice pour les femmes est peut-être celle d'un entre-deux, d'un « espace dénaturalisé, dés – essentialisé et 'unfixe' (dé-fixé) [...] compris dans sa fluidité comme une production constante et turbulente de constellations et de configurations » (Bacchetta, 2004).

Quoi qu'il en soit, on mesure combien une théorie du genre peut être utile pour conférer aux représentant.e.s de toute minorité sexuelle, par-delà les effets de soumission et d'infériorisation, un statut de véritable sujet existentiel. Dans cette voie, Judith Butler propose un projet scientifique féministe qui explorerait, pour mieux les dénoncer et les détruire, « les prétentions totalisantes d'une économie masculine du signe » (Butler, 1990, 2006).

FEMMES, GENRE ET ESPACE : LES OUTILS DE LA GÉOGRAPHIE SOCIALE

Il s'agit ici de préciser à l'aide de quels outils opératoires j'ai abordé la question du rapport de genre aux espaces bordelais des femmes qui ont été enquêtées.

Des espaces de vie aux territoires

L'espace de vie (Frémont et *al.*, 1984) s'identifie pour chaque individu aux itinéraires et aux stations de ses pratiques spatiales. Espace d'usage, il se compose de lieux attractifs, de synapses, de nœuds autour desquels se cristallisent différents moments des existences individuelles : le logis, les cadre du travail et des loisirs, les espaces de promenade, de rencontre... L'espace de vie rend compte d'une expérience concrète, matérielle, physique et corporelle des lieux. En tant qu'étendue où se déplacent hommes et femmes, il n'échappe pas aux représentations qu'ils et qu'elles s'en font. Sur la base de ces pratiques spatiales et de leurs représentations, c'est l'espace vécu qui dessine le réseau intime des lieux et des territoires de chacun et de chacune. L'espace vécu affiche aussi des extensions et des débordements insoupçonnés, proliférant au gré des images, des idées, des souvenirs et des rêves, des représentations variées, des normes aussi auxquelles chacune et chacun se plie. Ainsi, l'espace vécu personnel se présente sous les traits d'un espace cohérent et global.

La coordination de ces espaces pratiqués et vécus est assurée par un principe régulateur unique et personnel, correspondant au jeu combiné de la territorialité (sentiment global d'être à l'espace, mais dans ses différentes composantes sociales de territoire, de lieu, de réseau et d'échelle) et de l'identité (au sens holiste et composite du terme : social, individuel, territorial, circulatoire...). Il est entendu que dans mon esprit, territorialité comme identité restent constamment évolutives et transformables, au rythme des aléas de l'expérience individuelle.

Bref, j'utiliserai l'ensemble de ces notions pour analyser la manière dont les femmes de mon échantillon vivent la ville. J'y aurai recours pour comprendre de quelle façon elles assemblent des espaces de matérialité et d'idéalité très dissemblables dans une même représentation, unique et cohérente, celle de leur propre unicité, de leur géographie personnelle. L'aptitude plus ou moins grande des femmes de ce groupe à (se) jouer des échelles et des distances géographiques pourrait d'ailleurs constituer un test probant de leur libération, ou (au contraire) de leur domination et de l'effacement, ou du renforcement concomitants des murs invisibles qui les cernent.

En fait, les relations à l'espace des femmes interrogées ne se circonscrivent pas aux limites d'une quelconque étendue, au périmètre strict d'une aire particulière : la maison, la rue, le quartier, la ville, *etc.* Elles s'impriment aussi (on retrouve là l'idée des murs invisibles, bonne synthèse du social et du spatial)

dans les structures les plus profondes de la société. Y compris dans celles qui construisent les appartenances de sexe et de genre.

De la sorte, deux approches théoriques et méthodologiques de l'espace peuvent être conciliées. D'une part, celle de la géographie humaniste qui privilégie les rapports de sens, les sensations et les émotions, les ressentis exprimés par les humains dans leurs relations aux lieux. D'autre part, celle de la géographie sociale qui considère surtout les rapports spatiaux d'une société, en fait ceux de ses membres, à la lumière des transactions objectives et des actions concrètes qu'ils produisent. Ce rapprochement des ordres de l'objet et du sujet trouve des supports théoriques très parlants si l'on se réfère soit aux conceptions de l'espace que défend Jürgen Habermas (1987), soit à celle qu'énonça jadis Henri Lefebvre (1974).

Au total, les concepts d'espaces de vie, d'espace social et d'espace vécu ouvrent les chemins du territoire. Je retiendrai d'ailleurs ici deux éléments constitutifs majeurs de celui-ci : sa composante « espace social » et sa composante « espace vécu ». Je laisserai un peu de côté sa dimension strictement politique, sauf à considérer ces espaces des femmes comme une forme (spatiale donc) du contrôle social qui les soumet à ses normes. En recherchant les fils mêlés du vécu (de l'affect donc et de toutes ses valeurs, y compris les plus subtilement personnelles) et de la structuration sociale qui s'entrelacent dans les territoires, c'est un nouveau visage de la ville que je compte dévoiler ; celui que dessinent au quotidien des femmes ordinaires. Derrière la pluralité des territorialités des femmes, ma réflexion portera sur les formes de rencontres de leurs expériences, sur les cristallisations structurelles communes de leurs vécus.

En somme, en arrière-plan de mes analyses, il convient toujours de se rappeler que le territoire, en tant que réalité et que représentation, du fait de sa double fonction politique et symbolique, ainsi que par les effets de solidarité qu'il crée, dessine une forme spatiale de la société. Le lieu se caractérise quant à lui par le principe de coprésence d'êtres et de choses auquel il concourt. Le lieu recèle la propriété de maintenir ensemble des êtres hétérogènes, celle de les faire cohabiter et de provoquer leur interaction (Retailé, 1997). Le lieu se définit souvent par rapport à des fonctions, concrètes ou symboliques. Les lieux domestiques, ceux de l'espace privé (appartements, maisons, pièces, jardins) ou public, peuvent aussi être vécus comme des territoires. Le territoire vécu ne regroupe-t-il pas et n'associe-t-il pas ces différents types de lieux ?

Espace de vie, espace social, espace vécu, territorialité, lieu, territoire et réseau s'imprègnent des rapports de genre. C'est ce que je voudrais maintenant montrer.

Espaces appréciés, espaces évités et rejetés

Les opinions sur la ville des femmes de mon groupe d'enquêtes se traduisent par des expressions valorisant conjointement le beau (esthétique architecturale et

urbanistique, qualité paysagère), le propre, l'ouvert et le clair, le calme, le paisible et le rassurant, mais aussi la verdure, le végétal, l'arboré... Au détriment du laid et du sale, du fermé et du sombre, de l'oppressant et de l'étouffant, de l'agité, de l'agressif et du violent, du minéral... Ainsi se constituent des binômes langagiers de représentations antagoniques qui s'érigent en systèmes de distinction des espaces, tantôt appréciés et attractifs, tantôt refusés et répulsifs. C'est entre ces deux catégories spatiales que se dressent des murs invisibles.

Dictées par cette idéologie, les représentations et les pratiques de l'espace urbain des femmes obéissent aussi à la combinaison d'effets de distance (*versus* proximité) et de centralité (polarités et attraction exercées par certains lieux dans l'espace urbain). Ces logiques justifient des interdits spatiaux à l'égard du distant et du périphérique, du marginal ; interdits que s'imposent elles-mêmes les femmes. Tout se passe comme si elles associaient le beau, le propre, le rassurant, le proche, l'accessible, l'efficace ; tout ce qui est central et regroupé dans un territoire limité, riche des ressources qu'elles convoitent. C'est sur la base de ce jeu de valeurs que les femmes rencontrées sélectionnent les espaces de leur ville pratiquée et vécue : la ville qu'elles se représentent de manière positive comme belle, propre, proche, attrayante, accessible, commode, sûre et protectrice. Dès lors, les murs invisibles qu'elles dressent paraissent les canaliser dans des aires (centralité et agrégation des services) où elles effectuent (en grande partie gratuitement) leurs tâches avec une efficacité maximale. Comme s'il s'agissait de rentabiliser au mieux le don de leur temps.

Les espaces que les femmes rejettent s'inscrivent dans les aires urbaines où fléchit, leur semble-t-il, le contrôle social, idéologique et politique imposé par le genre ; celui qu'exerce l'ordre masculin dominateur qui s'affiche protecteur. Or, cet ordre a besoin du justificatif de ces espaces soi-disant 'dangereux' pour faire démonstration de l'utilité sociale de son pouvoir. Ces espaces, qu'il contribue à disqualifier auprès des femmes, sont ceux où, derrière l'alibi évoqué du sale, du laid et du sombre, pointent en fait des lieux et des territoires à forte connotation sexuelle. Qu'il s'agisse de son affichage criard bien que contrôlé, autour de la Gare et de ses « quartiers de plaisirs » majoritairement réprouvés et évités par les femmes interrogées. Qu'il soit question de sa présence plus sournoise, plus invisible, mais redoutée comme une sourde menace, dans les zones isolées, d'accès malaisé et confus où l'inconnu, le marginal, l'étranger peut toujours se tapir (Mériadeck par exemple, à Bordeaux). Qu'il s'agisse, au contraire, d'endroits où le sexe est simplement suggéré, de façon plus discrète, à travers le prisme du corps et du « regard qui déshabille » de ces hommes jeunes, provocateurs et réputés dangereux des cités du nord de la ville ou du vieux quartier Saint-Michel. Ici, ne se trouve-t-on pas à l'intersection des rapports de sexe et des rapports de race (au sens anglophone), dans une figure de stigmatisation et d'exclusion plus ou moins inconsciente de ces « jeunes racisés » (Guénif-Souilamas et Macé, 2004) ? En tout

cas, dans ces territoires bornés par des murs invisibles, pour une majorité des femmes interrogées, la sexuation masculine de l'espace, le fait qu'elle risque d'échapper au contrôle social devient facteur d'angoisse.

Cette situation des femmes reflète bien leur contrôle, dans la ville, par un ordre politique, économique et géographique implicite qui, d'une certaine façon, les contraint, mais aussi qu'elles cautionnent et consolident, quand elles ne volent pas à son secours. Ordre qui les canalise dans les espaces et les réseaux, sur les circuits urbains les plus efficaces et les plus sûrs, ramenés bien entendu à leur rang social. Notons que ces espaces urbains territorialisés qu'elles recherchent et qu'elles fréquentent sont aussi ceux où elles peuvent exposer sans risque, paisiblement, leur corps érotisé par ses parures et par ses postures. Ce sont les lieux où elles exercent librement leur pouvoir de séduction, où elles jouissent d'un sentiment de bien-être.

Bien sûr, cette situation qui paraît naturelle résulte d'un apprentissage social permanent de normes et de règles. Elle est donc de caractère disciplinaire. Dans une ville comme Bordeaux, les femmes sont ainsi sous le contrôle d'un ordre/pouvoir social dicté par le système patriarcal et familial. Il est relayé par le pouvoir politique, l'urbanisme, les transports publics, l'appareil commercial et de services, l'organisation/localisation des lieux de travail, de loisirs, *etc.* Cet ordre vise à tirer le maximum de valeur (ou plutôt de plus-value au sens marxiste) du travail des femmes, rémunéré ou non. Une telle organisation garantit aussi le repos, le loisir, le divertissement des femmes, leur consommation de biens et de services en proportion de leurs moyens.

Cependant, l'accent que mettent les femmes enquêtées, dans leurs déclarations à propos de la ville idéale, sur le beau, le propre, l'aéré, le clair, *etc.*, leur évite finalement d'aborder le thème de la sécurité (à l'intérieur plus encore qu'à l'extérieur de leur domicile ?). C'est que ce dernier dévoilerait l'exposition à la violence et aux agressions que leur inflige cette société des familles et des 'ménages' à laquelle elles appartiennent et se consacrent. Même si elles n'en parlent pas d'emblée, cette crainte pour leur sécurité personnelle perce toujours dans leur propos. Elles l'évoquent, parfois en s'en défendant, en se dévalorisant même (« je suis – peut-être – peureuse », « frous-sarde ») au détour d'une confidence.

Dans cette étude, j'ai pu vérifier deux hypothèses majeures. Oui, le genre s'avère un facteur explicatif important du rapport spatial (des femmes en l'occurrence) à la ville. Mais le genre n'explique pas tout. D'autres déterminants pèsent sur les représentations, les comportements et les pratiques des femmes, sur leur capacité à produire des territoires et des territorialités plus ou moins riches. Ces déterminants multiples jouent aussi sur leur aptitude à drainer, à capter avec plus ou moins d'efficacité les ressources urbaines. Ces dernières, en retour, tendent d'ailleurs à atténuer les différenciations sociales, dans une ville où les murs invisibles du genre demeurent mobiles et déplaçables. Oui les

femmes construisent et se représentent, à Bordeaux, des territoires (plus que des lieux ?) urbains, même si des hommes aussi sont susceptibles, bien entendu, de bâtir avec elles des géographies tout à fait comparables. Peut-être plus que des territoires, d'ailleurs, les femmes, en fonction de leur capacité personnelle d'autonomie, vivent des territorialités très diversifiées, néanmoins caractérisées par certaines constantes structurelles que j'ai pu mettre en évidence. Ce qui suit en témoigne.

Agencements et formes des espaces de vie

L'attention que j'ai portée aux formes des espaces (temps) de vie des femmes dans Bordeaux révèle donc des styles très différents. J'ai réussi à isoler, non sans difficulté tant ces catégories s'imbriquent et se chevauchent, trois familles de formes engendrées dans le tissu urbain par les représentations et les pratiques de nos interlocutrices.

Dans le cadre de cette classification, il convient d'abord de revenir à la forme urbaine du quartier. En réalité, les femmes qui vivent l'espace urbain selon cette dynamique (territoriale ou résiliaire) de l'habiter, l'associent presque toujours à un double, tout aussi vécu, constitué par le centre-ville de Bordeaux. Sans généraliser outre mesure, je peux tout de même avancer les grandes lignes d'un principe générique. Les femmes qui vivent de manière préférentielle leur quartier sont, à de rares exceptions près, les plus dépendantes de leur système familial, mais aussi celles qui sont victimes de ses défaillances. Ce sont celles qui n'exercent pas ou peu d'activités professionnelles rémunérées. Ce sont aussi celles qui multiplient les fragilités psychologiques, sociales, pécuniaires, toutes ces vulnérabilités qui accompagnent en particulier l'âge et l'handicap. Ce sont aussi celles qui sont souvent les plus solitaires ou les plus isolées. Ainsi, l'importance occupée par le quartier dans le rapport territorial des Bordelaises souligne, d'une certaine façon, leur enfermement toujours assez fort au sein de la ville. Même glorifié par son image conviviale de village dans la ville, le quartier n'en reste pas moins un espace de limite (murs invisibles) qui renvoie à la domination. C'est aussi un espace tout à fait appréciable de ressources sociales, placé sous le contrôle de fait d'une collectivité (territoire communautaire dans la ville ?) et de ses valeurs. N'est-ce pas, du coup, un 'espace potentiellement conservateur', une médiation commode, susceptible de favoriser la reproduction du statut d'infériorisation sociale des femmes ? Comme celles qui le vivent en territoire, les femmes qui pratiquent surtout leur quartier en réseau n'en connaissent pas moins certaines formes de dépendance. La circulation d'un lieu ou d'un pôle à l'autre ne fait, en définitive, que marquer leur assujettissement à des contraintes de temps (les plus puissantes ?) qui les dépassent et qui les poussent à rationaliser l'efficacité du travail gratuit qu'elles consentent à leur famille.

Les formes d'espace de vie à dominante linéaire, tout aussi répandues dans la ville que les précédentes, concernent surtout (forte majorité) les femmes actives, voire très actives ou hyperactives de notre échantillon. Celles, en particulier, qui cumulent des responsabilités familiales (fréquemment seules) et des métiers exigeants, dits de responsabilité. De la sorte, il ressort que plus les femmes sont impliquées dans leur vie professionnelle, plus l'espace de leurs pratiques urbaines (espace-temps de vie) tend à s'étirer, à s'allonger pour épouser une radiale centre/périphérie dans la ville. Ce type de localisation, de situation et de forme garantit aux femmes concernées de précieux gains de temps lors de leurs indispensables déplacements quotidiens. Il leur apporte aussi une complémentarité fonctionnelle de lieux et un rapprochement maximalisé des ressources que ces lieux recèlent. J'ai noté qu'avec l'âge, le départ des enfants du foyer, l'abandon de l'activité professionnelle, nombre de femmes enregistrent une détente, un réel desserrement de ces formes linéaires de leur espace de vie.

Quant aux espaces de vie dont les formes dessinent un nuage de points dispersés, voire éclatés dans la ville, ils n'intéressent qu'une petite minorité des femmes de mon échantillon. Ils mêlent des territoires et des lieux en réseau échappant à toute organisation logique décodable. Il me semble que la propriété majeure de cette forme d'espace de vie consiste à éliminer, au maximum, les murs invisibles qui bornent les espaces des pratiques des femmes dans la ville. Il n'est donc pas étonnant que des femmes qui se veulent (ou simplement se vivent) libres, autonomes et indépendantes, engagées dans une cause, maîtresses de leur destin, révèlent, majoritairement, une telle forme d'espace de vie. Celle-ci traduit leur volonté d'exploiter au maximum, pour elles d'abord ou pour leur cause, les ressources de la ville.

CONCLUSION

Dans cet ordre du rapport à la ville des femmes que je viens d'étudier à l'aide des outils de la géographie sociale, une question se pose : leurs différences socioculturelles ne finissent-elles pas par s'atténuer du fait de la pratique active et répétée des mêmes espaces publics ? Ne nous y trompons pas, ce n'est pas la fréquentation de l'espace qui règle les écarts de fortune et de formation des femmes entre elles. Cependant, la pratique intense de la ville, en fonction des formes différenciées de territorialité, de territorialisation et de vécu des femmes, compense parfois bien des inégalités. Sans pour autant les effacer, elle ouvre la ressource d'un bien commun urbain assez indéfinissable, mais néanmoins précieux, à nombre de femmes par ailleurs plutôt démunies. Il n'empêche que les femmes de mon échantillon qui cumulent handicaps sociaux, économiques, culturels et affectifs sont aussi celles qui restreignent le plus l'extension et la variété de leurs rapports spatiaux. Pourtant, même celles-là

parviennent fréquemment à trouver, dans un environnement proche de leur domicile, des ressources humaines appréciables (associations, groupements plus ou moins spontanés de voisinage, activités informelles ou coopératives...) qui les aident à vivre, ou à survivre.

Et puis, nos entretiens nous ont convaincu que des femmes évoluent, dans la ville, quasiment sans limites. Pour elles, si les murs invisibles deviennent très poreux, elles ne cherchent pas pour autant à les abattre. Les femmes dans cette situation sont souvent celles qui bénéficient pourtant de hauts niveaux d'éducation et de formation. Ce sont celles qui ont connu de riches expériences sociales et territoriales. Elles affichent aussi, en général, des caractères bien trempés et plutôt anticonformistes. Soit, en grande part, l'expression d'un certain *habitus* de classe sociale dominante ; je l'admets. C'est néanmoins dans ces cas que l'effet de genre se lit peut-être avec le plus de netteté. Tout simplement parce qu'il se trouve libéré de toutes les autres formes de déterminations pénalisantes tenant à l'âge, aux ressources, à la culture, au handicap (optique de l'intersectionnalité). Dès lors, le désintérêt affiché pour certaines parties de la ville ne fait certainement qu'exprimer cette barrière du genre. Curieusement, c'est souvent pour des femmes plus modestes et moins protégées, mais échappant à tout contrôle masculin, que s'effaceraient plus nettement de tels murs... Pas forcément les risques de violence, physique et symbolique.

Les femmes n'en produisent pas moins, toutes à leur manière, leurs espaces, lieux, territoires et réseaux dans la ville. Les effets de genre pesant sur elles ou les favorisant contribuent à la création, par leurs pratiques, de formes urbaines vécues qui leur sont accessibles, attractives et sécurisées, tirant parti des innovations de l'urbanisme. L'espace (politique) ainsi façonné, empreint d'affect et de sollicitude, ne tend-il pas à rejeter la ville productive et ouvrière, portuaire et noire, industrielle et sexuée (masculine), au profit d'une cité plus lisse, esthétique, hygiénique, imprégnée de sexualité féminine ? Mais à ce titre, ne constitue-t-il pas, aussi, l'espace le plus propice à l'accomplissement du capitalisme mondialisé et postindustriel d'aujourd'hui ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BACCHETA, P. 2004. *Gender in the Hindu Nation*, Delhi, Feminist Fine Print.
- BARD, C. (sous la dir. de). 2004. *Le Genre des territoires, féminin, masculin, neutre*, Presses de l'Université d'Angers.
- BOURDIEU, P. 1980. *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit.
- BUTLER, J. 1990. *Gender Trouble, Feminism and the Subversion of Identity*, New York, Routledge.
- BUTLER, J. 2006. *Défaire le genre*, Paris, Éditions Amsterdam.
- COUTRAS, J. 1996. *Crise urbaine et espaces sexués*, Paris, Armand Colin.
- COUTRAS, J. 2002. « Violences urbaines et restauration de l'identité spatiale masculine », *Espace, Populations, Sociétés*, n° 3, p. 295-307.

- COUSTRAS, J. 2003. *Les peurs urbaines et l'autre sexe*, Paris, L'Harmattan.
- COUSTRAS, J. ; FAGNANI, J. 1989. « Sexe et espaces », *Espace, Populations et Sociétés*, n° 1, p. 11-14.
- DELPHY, C. 2001. *L'ennemi principal. II. Penser le genre*, Paris, Syllepse.
- DENÈFLE, S. 2004. *Femmes et villes*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais.
- DI MÉO, G. 1998. *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- DI MÉO, G. 2011. *Les murs invisibles*, Paris, Armand Colin.
- DORLIN, E. (sous la dir. de). 2009. *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF.
- DUSSUET A. 2004. « Le genre du territoire domestique », dans C. Bard (sous la dir. de), p. 75-85.
- FRÉMONT, A. ; CHEVALIER, J. ; HÉRIN, R. ; RENARD, J. 1984. *La géographie sociale*, Paris, Masson.
- GUÉNIF-SOUILAMAS, N. ; MACÉ, É. 2004. *Les féministes et le garçon arabe*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- GUIONNET, C. ; NEVEU, É. 2005. *Féminins/Masculins. Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin.
- HABERMAS, J. 1987. *La théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- HANCOCK, C. 2004. « L'idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste », dans C. Bard (sous la dir. de), p. 167-176.
- IRRIGARAY, L. 1984. *Éthique de la différence sexuelle*, Paris, Éditions de Minuit.
- LEFEBVRE, H. 1974. *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.
- MASSEY, D. 1994. *Space, Place and Gender*, Cambridge, Polity Press.
- MATHIEU, N.-C. 1991. *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-Femmes.
- OAKLEY, A. 1972. *Sex, Gender and Society*, Londres, Allen Lane.
- RETAILLÉ, D. 1997. *Le monde du géographe*, Paris, Presses de Sciences Po.
- WITTIG, M. 1981. « On ne naît pas femme », *Feminist Issues*, vol. 1, n° 2, p. 48.